



**Rapports des activités  
de relations interparlementaires  
et internationales  
des sections et délégations  
de l'Assemblée nationale du Québec**

**Année financière 2018-2019  
(Période du 1<sup>er</sup> avril au 26 novembre 2018)**

**Déposés le 14 juin 2019**

# **APF**

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE



## RÉUNION DE LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION, DE LA COMMUNICATION ET DES AFFAIRES CULTURELLES DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

### Fiche synthèse

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)</li><li>- Grand-Bassam (Côte d'Ivoire)</li><li>- 19 au 21 avril 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Claude Cousineau, député de Bertrand et membre de l'APF</li><li>- M<sup>me</sup> Katéri Lalancette, conseillère en relations interparlementaires et internationales.</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La CECAC est l'une des quatre commissions permanentes de l'APF. Les commissions se réunissent deux fois par année, soit à la veille de la Session de l'APF et à l'occasion d'une réunion intersessionnelle. Durant celles-ci, les stratégies de la commission sont élaborées, les activités sont planifiées et les rapports sont étudiés et commentés avant leur présentation à la Session.</li><li>- La CECAC examine les questions relatives à la diversité des expressions culturelles, au rayonnement de la langue française, à l'éducation, à la formation, aux technologies de l'information et des communications, à l'audiovisuel et à la culture.</li><li>- La dernière réunion de la CECAC a eu lieu lors de la 43<sup>e</sup> Session plénière de l'APF, à Luxembourg (Luxembourg), en juillet 2017.</li><li>- La Section du Québec occupe un poste de rapporteur au sein de cette commission.</li></ul>
<b>THÈMES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Transmission du savoir à distance</li><li>- Utilisation du numérique dans les écoles</li><li>- Mobilité des étudiants dans l'espace francophone</li><li>- Politiques du gouvernement ivoirien en matière d'éducation et de formation professionnelle</li><li>- Travail des enfants</li><li>- Club de cinéma pour enfants</li><li>- Suivi de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles</li><li>- Suivi des résolutions adoptées par la CECAC</li></ul>

## **OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Informer les membres de la Commission du suivi de la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.
- Présenter le nouveau thème étudié par la Section québécoise au sein de la CECAC, soit l'utilisation du numérique dans les écoles.
- Faire connaître les actions posées par le Québec en cohérence avec les résolutions adoptées par la commission.
- Faire valoir la position de la Section du Québec sur les thèmes à l'ordre du jour.
- Contribuer au rayonnement institutionnel de l'Assemblée nationale et de la société québécoise au sein de l'espace francophone.

## **COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- À l'invitation de la Section de la Côte d'Ivoire de l'APF, et sous la présidence de la Section suisse, près d'une trentaine de parlementaires provenant d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe se sont réunis à Grand-Bassam pour la réunion intersessionnelle de la CECAC.
- En tant que responsable pour l'APF du suivi de la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, le député québécois a fait un bilan de la ratification de la Convention par les États membres de l'APF. Il a également présenté les dernières participations de l'APF aux instances de l'UNESCO. Il a finalement souligné que les gouvernements du Québec et de la France ont adopté, en mars dernier, une déclaration commune portant sur l'Internet et la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles dans l'environnement numérique.
- Durant le point consacré au suivi des dernières résolutions adoptées par la CECAC, le député québécois a fait état des nombreuses actions entreprises par le Québec en lien avec les diverses thématiques des résolutions. Il a notamment présenté les nouveaux cours d'éducation à la sexualité, a annoncé la création de l'Ordre de l'excellence en éducation et fait part aux participants du lancement d'une nouvelle Chaire de recherche en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents placée sous l'égide de l'UNESCO.
- Cette réunion a été l'occasion pour le député de l'ANQ de présenter le nouveau thème de la Section québécoise : l'utilisation du numérique dans les écoles. Cette étude poursuit trois grands objectifs : 1) démontrer que, bien utilisés, les outils numériques favorisent la persévérance scolaire et la lutte contre le décrochage scolaire; 2) donner l'occasion à l'ensemble des sections membres de l'APF d'exprimer leurs besoins et de partager leurs bonnes pratiques quant à l'utilisation des outils numériques en éducation; 3) trouver des expériences porteuses et transférables liées à l'utilisation d'outils numériques dans les écoles. Le rapport préliminaire a été bien accueilli par les représentants des Sections présentes.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Le député de l'ANQ a pu s'enquérir des différents rapports à l'étude et des enjeux qui font l'objet de débats à la CECAC, soit la question de la transmission du savoir à distance (France) et celle de la mobilité des étudiants dans l'espace francophone (Canada-Guinée).
- Les participants ont pu échanger avec des intervenants locaux sur des sujets touchant les enjeux d'éducation, d'accès à la culture et des droits des enfants.
- Le député a invité les parlementaires à participer en grand nombre à la prochaine réunion de la Commission qui se tiendra lors de la 44<sup>e</sup> Session de l'APF, à Québec, en juillet 2018.
- La participation de la Section du Québec a contribué au rayonnement institutionnel de l'Assemblée nationale au sein de la Francophonie parlementaire.

**COÛT**

Repas	130,00 \$
Hébergement	882,00 \$
Transport <sup>[1]</sup>	21 635,87 \$
Interprétation	0 \$
Autres <sup>[2]</sup>	1 026,96 \$
<b>Total</b>	<b>23 674,83 \$</b>

---

<sup>[1]</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>[2]</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



## RÉUNION DE LA COMMISSION DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

### Fiche synthèse

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)</li><li>- Rome (Italie)</li><li>- 2 au 4 mai 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Benoit Charette, député de Deux-Montagnes, vice-président et rapporteur de la Commission de la coopération et du développement (CCD)</li><li>- M<sup>me</sup> Mylène Poulin, conseillère en relations interparlementaires et internationales.</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La CCD est l'une des quatre commissions permanentes de l'APF. Les commissions se réunissent deux fois par année, soit dans le cadre de la Session annuelle de l'APF et lors d'une réunion intersessionnelle.</li><li>- La CCD examine les questions relatives au développement humain (santé, population et pauvreté), au développement durable (environnement, énergie et agriculture) et au développement économique, sous l'angle de la coopération, de la démocratie et de la solidarité.</li><li>- La dernière réunion de la commission a eu lieu au Luxembourg, en juillet 2017.</li><li>- La Section du Québec occupe un poste de vice-président et de rapporteur au sein de cette commission.</li></ul>
<b>THÈMES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le suivi sur les négociations commerciales internationales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)</li><li>- Le suivi de la Stratégie économique pour la Francophonie</li><li>- Fiscalité et corruption dans l'espace francophone</li><li>- L'utilisation des technologies numériques au profit d'une agriculture durable</li><li>- Les systèmes de santé dans l'espace francophone</li><li>- États des lieux de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans l'espace francophone</li><li>- L'approche de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avec les parlements et les alliances parlementaires pour la sécurité alimentaire et la nutrition</li></ul>

## **OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Présenter un rapport de suivi des négociations commerciales internationales menées dans le cadre de l'OMC et informer les membres des actions de l'APF dans ce domaine.
- Présenter un rapport de suivi sur la mise en œuvre de la Stratégie économique pour la Francophonie.
- Présenter aux membres de la commission la nouvelle proposition de thème de la Section du Québec portant sur l'accès au numérique dans l'espace francophone.
- Renforcer la connaissance du député québécois à l'égard des différents thèmes à l'ordre du jour.
- Faire valoir la position de la section québécoise et les pratiques intéressantes qui ont cours au Québec sur les différents thèmes d'étude.
- À titre de vice-président de la commission, assumer un leadership dans la prise de décisions concernant les orientations des travaux et renforcer le réseau de relations interparlementaires de l'ANQ.

## **COMMENTAIRES/ CONCLUSIONS**

- La réunion a regroupé une quarantaine de participants issus de plusieurs parlements des quatre régions de l'APF.
- Le député de l'ANQ a présenté un projet de rapport sur le suivi de la Stratégie économique de la Francophonie. Il a été convenu que la version finale du document, accompagnée d'un projet de résolution, serait proposée lors de la 44<sup>e</sup> Session de l'APF qui se déroulera à Québec, en juillet 2018.
- Le rapport sur les négociations internationales menées dans le cadre de l'OMC, présenté par le député de l'ANQ, a donné lieu à des discussions avec le représentant de l'OMC présent à la réunion. L'importance de renforcer les liens entre les deux organisations et d'accroître la présence des parlementaires aux travaux de l'OMC a été soulignée.
- Le député québécois a présenté le nouveau thème proposé par la Section du Québec portant sur l'accès au numérique dans l'espace francophone.
- La commission a également entendu une communication portant sur l'état des lieux de la sécurité alimentaire dans l'espace francophone, ainsi que sur l'approche de la FAO avec les alliances parlementaires pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Il a été convenu que l'APF faciliterait l'envoi d'une délégation de parlementaires au Sommet mondial contre la faim qui se tiendra à Madrid à l'automne 2018. Finalement, une entente de coopération a été signée entre l'APF et la FAO à l'issue des travaux.

COÛT	Repas	510,00 \$
	Hébergement	2 113,80 \$
	Transport <sup>[1]</sup>	3 147,95 \$
	Interprétation	0 \$
	Autres <sup>[2]</sup>	150,00 \$
	<b>Total</b>	<b>5 921,75 \$</b>

---

<sup>[1]</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>[2]</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



## SÉMINAIRE DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

### Fiche synthèse

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)</li><li>- Praia, Cap-Vert</li><li>- 3 et 4 mai 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M<sup>me</sup> Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et vice-présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF.</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Il s'agit d'un séminaire conjoint de la Commission politique et du Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie intitulé : le Parlement moderne, l'ouverture à la société civile et la sensibilisation au genre.</li><li>- L'APF organise des actions de coopération auprès des parlements. Le séminaire s'adresse à l'ensemble des parlementaires du Cap-Vert et a pour objectif le renforcement des capacités de leur institution. Le Québec a été invité à titre d'intervenant afin de partager les bonnes pratiques québécoises lors des séances de travail sur :<ul style="list-style-type: none"><li>- Donner au Parlement des moyens d'agir en faveur de l'égalité des sexes;</li><li>- Les actions pour mieux faire connaître le travail des parlementaires auprès des populations.</li></ul></li><li>- La Section du Québec occupe le poste de première vice-présidence du Réseau des femmes parlementaires de l'APF.</li></ul>
<b>THÈMES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le parlementaire, reflet du peuple</li><li>- Mécanismes, règles et politiques de promotion des droits des femmes au sein du monde politique</li><li>- Donner au Parlement des moyens d'agir en faveur de l'égalité des sexes</li><li>- Mieux faire connaître les travaux du Parlement et les ouvrir davantage</li></ul>

**OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Représenter la Section du Québec au sein de l'APF.
- Faire connaître les initiatives du Québec sur les sujets traités en effectuant des présentations et en participant aux périodes d'échanges et de questions.
- S'enrichir des expériences et des bonnes pratiques des autres membres présentes ainsi que des expertes et experts sur les diverses questions abordées.
- Affirmer et maintenir le leadership de l'ANQ auprès des partenaires de la Francophonie et en particulier au sein du Réseau des femmes parlementaires de l'APF.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- La prise de parole sur le Cercle des femmes parlementaires a permis de faire connaître cette initiative aux autres élues présentes. Elles ont pu constater que la simplicité de ce mécanisme permettait de facilement le répliquer dans d'autres parlements. L'allocution sur le parlement ouvert à la société civile portait sur la réforme parlementaire de 2009 en présentant notamment les nouvelles procédures avec les pétitions, les visioconférences et les consultations générales sur les projets de loi.
- Les périodes d'échange ont mené à des discussions sur d'autres mesures qui ont été mises en place au sein de l'Assemblée nationale du Québec ainsi que dans les autres parlements afin de favoriser l'égalité.
- La députée québécoise était l'une des 3 conférencières invitées à ce séminaire qui a permis de mettre de l'avant l'expertise du Québec sur les thèmes de l'égalité et de l'ouverture des parlements.

**COÛT<sup>1</sup>**

Transport	50,00 \$
Hébergement	0,00 \$
Repas	135,00 \$
Interprétation	0,00\$
Autres <sup>2</sup>	75,00 \$
<b>Total</b>	<b>260,00 \$</b>

<sup>1</sup> Le billet d'avion et les frais d'hébergement ont été pris en charge par l'APF.

<sup>2</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



## 26<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE AFRIQUE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

### Fiche synthèse

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)</li><li>- Praia, Cap-Vert</li><li>- 17 et 18 mai 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANT</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et président de l'APF.</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La Région Afrique est l'une des quatre assemblées responsables de la mise en œuvre des objectifs de l'APF dans le contexte particulier des régions.</li><li>- Elle rassemble 32 sections membres et observatrices formées par des assemblées législatives et des organisations interparlementaires africaines.</li><li>- Par l'étude d'enjeux politiques, sécuritaires, économiques et sociaux et par le soutien d'initiatives mises en œuvre pour y répondre, la Région Afrique vise à créer une étroite collaboration entre les communautés francophones et à manifester l'appui de la francophonie parlementaire à leur égard.</li><li>- Elle est également un lieu de propositions et de débats, dont les conclusions sont communiquées au Bureau et à l'Assemblée plénière.</li><li>- L'Assemblée régionale Afrique se réunit une fois par année pour fixer les orientations et définir les principes qui guident l'action de la région.</li><li>- Les assemblées générales annuelles de la Région Afrique se tiennent en alternance à l'invitation d'une des différentes sections qui la composent. La dernière session s'était tenue à Rabat, au Maroc, en mai 2017.</li></ul>

## THÈMES

- Crise migratoire et respect des droits humains en Afrique francophone
- Transport maritime et aérien : facteurs de développement économique en Afrique
- Situations politiques et sécuritaires en Afrique francophone :
  - Situation politique à Madagascar
  - Rapport de la mission d'information et de contact au Burundi
  - Situation du G5 Sahel
- Préparation de la 44<sup>e</sup> Session de l'APF

## OBJECTIFS ET ENJEUX

- Inviter les parlementaires africains à participer à la 44<sup>e</sup> Session de l'APF, à Québec, en juillet 2018 et inviter les présidents d'Assemblée à participer à la Conférence des présidents de parlements francophones, qui se tiendra en marge de la Session de l'APF, le 5 juillet prochain.
- Consolider les liens avec les présidents d'assemblée parlementaire membres de la Région Afrique de l'APF.
- Promouvoir le plan de la présidence 2017-2019 de l'APF *Stratégie de la Francophonie numérique : le rôle des parlementaires.*

## COMMENTAIRES/CONCLUSIONS

- À l'invitation du président de l'Assemblée nationale du Cap-Vert, M. Jorge dos Santos, et sous la présidence du président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire et président de la Région Afrique, M. Guillaume Soro, plus d'une centaine de parlementaires représentant une quinzaine de parlements membres ont participé à cette réunion.
- Les parlementaires ont discuté des crises politiques qui sévissent actuellement dans certains États africains francophones en insistant notamment sur les questions relatives au terrorisme dans la zone sahélienne. Ils ont également fait part de leurs préoccupations concernant la situation politique au Burundi et à Madagascar.
- S'agissant plus particulièrement des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), le député français Jacques Maire a fait état des préparatifs de la Conférence parlementaire sur le G5 Sahel qui devrait se tenir à Paris en décembre 2018, à l'initiative du parlement français.
- L'APF s'est ainsi engagée à appuyer les parlements des pays du G5 Sahel dans leurs démarches avec les bailleurs de fonds en matière de défense et d'aide au développement.
- Une déclaration sur la crise migratoire a été adoptée par l'Assemblée régionale dans laquelle les parlementaires s'engagent « à tout mettre en œuvre [...] pour faire reculer la pauvreté en développant l'économie et l'entrepreneuriat et impulser la mise en œuvre d'infrastructures nécessaires à un développement inclusif en direction de nos populations les plus défavorisées et en priorité vers les jeunes et les femmes ».

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Les débats portant sur le transport maritime et aérien ont permis de souligner la nécessité de développer les infrastructures de transport pour favoriser l'intégration économique de l'Afrique.

<b>COÛT<sup>1</sup></b>	Repas <sup>2</sup>	30,00 \$
	Hébergement	0,00 \$
	Transport	0,00 \$
	Interprétation	0,00 \$
	Autres <sup>3</sup>	125,00 \$
	<b>Total</b>	<b>155,00 \$</b>

---

<sup>1</sup> Les frais d'hébergement et de transport ont été pris en charge par l'APF

<sup>2</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



**105<sup>e</sup> SESSION DU CONSEIL PERMANENT DE LA FRANCOPHONIE  
33<sup>e</sup> SESSION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE LA FRANCOPHONIE  
17<sup>e</sup> CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA FRANCOPHONIE**

**Fiche synthèse**

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)</li><li>- Erevan (Arménie)</li><li>- 7 au 12 octobre 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANT</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et président de l'APF.</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- C'est à titre d'assemblée consultative de la Francophonie que l'APF a été invitée à participer au 17<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie. En plus du président de l'APF et de l'ANQ, la délégation de l'APF était composée de M. Jacques Krabal, secrétaire général parlementaire de l'APF et député français.</li><li>- Le Sommet, qui se réunit tous les deux ans, définit les orientations de la Francophonie de manière à assurer son rayonnement dans le monde, adopte toute résolution qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement de l'organisation et à la réalisation de ses objectifs et statue sur l'admission de nouveaux membres au sein de l'OIF.</li><li>- Le président de l'APF a été invité à s'adresser aux chefs d'État et de gouvernement et à présenter l'Avis de l'APF. Il a également été invité à intervenir devant la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) pour faire le bilan des activités de l'APF.</li><li>- La CMF se réunit chaque année. Les États et gouvernements membres de l'OIF et les observateurs y sont représentés par leur ministre des Affaires étrangères ou leur ministre chargé de la Francophonie. La CMF a pour mission de veiller à l'exécution des décisions du Sommet de la Francophonie. Elle adopte des résolutions sur les grands axes de l'action multilatérale francophone.</li><li>- Le secrétaire général parlementaire a été invité à porter la voix des parlementaires francophones devant les membres du Conseil permanent de la Francophonie (CPF). Le CPF est composé des représentants personnels dûment accrédités par les chefs d'État ou de gouvernement participant aux Sommets. Le CPF a notamment pour mission de veiller à l'exécution des décisions prises par la CMF.</li></ul>

## CONTEXTE (SUITE)

- En marge de ces rencontres, le président a été invité à participer, à titre de grand témoin, au Forum sur le numérique, le 10 octobre.

## THÈMES

- Le CPF a porté sur les thèmes suivants :
  - o Les questions politiques, diplomatiques et économiques dans l'espace francophone;
  - o La préparation de la CMF et du Sommet d'Erevan;
  - o Les questions administratives, financières et de coopération.
- La CMF a porté sur les thèmes suivants :
  - o Les situations politiques dans l'espace francophone;
  - o Le bilan des engagements du Sommet d'Antananarivo;
  - o La coopération multilatérale francophone;
  - o La stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles;
  - o La préparation du 17<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie;
  - o La programmation 2019-2022 et les questions administratives, financières et de coopération.
- Le thème général du Sommet était « Vivre-ensemble dans la solidarité, le partage des valeurs humanistes et le respect de la diversité : source de paix et de prospérité pour l'espace francophone ».
- L'avis de l'APF comportait des recommandations sur les thèmes suivants :
  - o La solidarité francophone;
  - o La responsabilité des crises migratoires;
  - o La prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent;
  - o Le respect des droits humains;
  - o L'égalité femmes-hommes;
  - o La diversité des expressions culturelles et le dialogue interculturel;
  - o Les principes démocratiques et la bonne gouvernance;
  - o Le développement durable;
  - o La stratégie de la Francophonie numérique.

Pour plus de détails, vous pouvez consulter l'[Avis de l'APF](#)

## OBJECTIFS ET ENJEUX

- Positionner l'APF en tant qu'acteur clé auprès des ministres francophones et des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie en présentant et défendant les positions des parlementaires sur les sujets traités.
- Présenter l'Avis de l'APF sur les thèmes du Sommet aux chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie.
- Présenter le rôle des parlementaires dans la stratégie de la Francophonie numérique.

**OBJECTIFS ET ENJEUX (SUITE)**

- Plaider pour une collaboration toujours plus efficace et dynamique entre l'OIF et l'APF, assemblée consultative de la Francophonie.
- Maintenir le leadership de l'ANQ dans les instances francophones multilatérales.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- Plus de 75 délégations nationales, dont 40 chefs d'État et de gouvernement ont pris part à ce 17<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie.
- À l'occasion de la réunion de la CMF, le président de l'ANQ a présenté les thèmes et les actions qui ont mobilisé l'APF depuis la dernière réunion de l'instance qui s'est tenue à Paris, en novembre 2017. Il suppléait ainsi le premier vice-président de l'APF, M. Guillaume Soro, président de l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire.
- Il a notamment présenté le nouveau cadre stratégique 2019-2022 de l'APF dont les trois orientations générales portent sur : 1) la langue française, la diversité culturelle et linguistique; 2) la paix, la démocratie et les droits humains et; 3) le développement durable, l'économie et la solidarité.
- Il a également rappelé les actions de coopération, notamment en matière de financement des programmes numériques, d'égalité homme-femme et ceux à destination de la jeunesse. Il a souligné que ces actions de coopération, missions essentielles auprès des parlements qui sollicitent son appui, ne pourraient avoir lieu sans les liens étroits que l'APF entretient avec l'OIF et ses opérateurs.
- Lors de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, le président de l'ANQ a présenté l'Avis de l'APF sur le thème du Sommet afin de souligner le rôle capital que jouent les parlementaires francophones dans la promotion du vivre ensemble.
- Il a envoyé un signal fort quant à l'importance de la solidarité pour l'APF, solidarité aujourd'hui ébranlée par les crises migratoires. Il a insisté sur le fait que ces crises peuvent être grandement atténuées en accentuant la scolarisation, la création d'emplois et la lutte contre la corruption et la traite humaine. Il a demandé aux chefs d'État et de gouvernement de favoriser toutes les initiatives solidaires au sein de l'espace francophone et de continuer à soutenir l'APF dans sa mission de coopération interparlementaire.
- Il a par ailleurs mis l'accent sur l'importance d'une éducation de qualité, soucieuse des questions de genre et de citoyenneté, des enfants et des jeunes et particulièrement des jeunes femmes. Il a insisté entre autres sur la nécessité que la formation et l'éducation permettent une compréhension active des droits humains et de la démocratie.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Il a en outre souligné l'importance de combattre toutes formes de discrimination fondées sur le sexe, le genre, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, la langue, la religion et a demandé aux gouvernements francophones de tout mettre en œuvre pour combattre ces discriminations.
- Il a rappelé qu'il est primordial que la Francophonie continue son engagement pour la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles.
- Le président a souligné l'apport des parlementaires dans la stratégie de la Francophonie numérique et les multiples propositions qui ont été faites pour favoriser l'appropriation de cet outil par les populations francophones.
- Enfin, le président de l'ANQ a invité les représentants du Parlement francophone des jeunes (PFJ) à remettre à la secrétaire générale de la Francophonie et au président du Sommet les textes qu'ils ont adoptés à Luxembourg à l'occasion de la huitième édition du PFJ.
- En marge des réunions institutionnelles de la Francophonie, le président a participé en tant que grand témoin à une table ronde sur les enjeux et perspectives de la souveraineté numérique dans l'espace francophone. Il a pu ainsi présenter le plan de sa présidence sur le rôle des parlementaires dans la stratégie de la Francophonie numérique. Il a en outre partagé certaines des préoccupations et des réflexions de parlementaires sur des enjeux centraux à la révolution numérique, notamment en matière d'éducation, de culture et d'économie.
- Le président s'est entretenu avec la nouvelle secrétaire générale élue de la Francophonie, M<sup>me</sup> Louise Mushikiwabo, ainsi qu'avec le premier ministre élu du Québec, M. François Legault
- Le président s'est rendu à l'Université française en Arménie avec le président de l'Agence universitaire francophone pour rencontrer le ministre des Affaires étrangères du Kosovo, M. Behgjet Pacolli.
- Par sa présence à cette importante réunion des instances de la Francophonie et par le plaidoyer qu'il a livré aux ministres et aux chefs d'État et de gouvernement présents, le président de l'ANQ a témoigné de l'engagement du Québec en faveur du développement de la Francophonie et a démontré son leadership au sein de l'APF.

coût <sup>1</sup>	Repas <sup>2</sup>	0,00 \$
	Hébergement	0,00 \$
	Transport	0,00 \$
	Interprétation	0,00 \$
	Autres <sup>3</sup>	200,00 \$
	<b>Total</b>	<b>200,00 \$</b>

---

<sup>1</sup> Le billet d'avion et l'hébergement ont été payés par l'APF.

<sup>2</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



## **PARTICIPATION DU PRÉSIDENT À LA 139<sup>E</sup> ASSEMBLÉE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE**

### **Fiche synthèse**

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)</li><li>- Genève (Suisse)</li><li>- 14 au 18 octobre 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANT</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et président de l'APF.</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Lors de la 43<sup>e</sup> session de l'APF qui s'est tenue à Luxembourg en juillet 2017, le président de l'ANQ a accédé à la présidence de l'APF pour les deux prochaines années.</li><li>- Le président a alors présenté un plan sur le numérique afin de placer son mandat sous un thème rassembleur.</li><li>- L'APF est membre observateur de l'Union interparlementaire (UIP).</li><li>- À titre de président de l'APF, le président de l'ANQ a été invité à prendre la parole lors du débat général de la 139<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP.</li></ul>
<b>THÈME</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le rôle primordial des parlements dans la promotion de la paix et du développement à l'ère de l'innovation et du changement technologique</li></ul>
<b>OBJECTIFS ET ENJEUX</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Représenter l'APF auprès de l'UIP et renforcer les liens de collaboration avec cette instance interparlementaire.</li><li>- Promouvoir le plan de la présidence 2017-2019 de l'APF <i>Stratégie de la Francophonie numérique : le rôle des parlementaires</i> auprès des différents acteurs de la Francophonie et autres acteurs internationaux.</li><li>- Consolider les liens avec les présidents d'assemblée parlementaire francophone ainsi qu'entre les organisations parlementaires.</li><li>- Consolider la participation des différentes sections à l'APF.</li></ul>
<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La prise de parole du président lors du débat général de l'UIP, intitulé « Le rôle primordial des parlements dans la promotion de la paix et du développement à l'ère de l'innovation et du changement technologique », a permis de faire connaître aux membres de l'UIP le plan sur le numérique de l'APF ainsi que certaines actions sur cette thématique, dont le programme Numérik@PF.</li></ul>

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Le président s'est entretenu avec la présidente de l'UIP, M<sup>me</sup> Gabriella Cuevas Baron, et le secrétaire général de l'UIP, M. Martin Chungong. Avec ce dernier, il a proposé une meilleure collaboration des organisations parlementaires en matière de numérique.
- Le président s'est également entretenu avec le président du parlement libanais, M. Berri, qu'il a invité à reconstituer une section de son parlement pour prendre part aux activités de l'APF.
- Une rencontre avec le premier vice-président de l'Assemblée nationale du Niger, M. Iro Sani, a permis de discuter des enjeux reliés au G5 Sahel.
- La mission a également permis de tenir des entretiens informels avec plusieurs présidents d'assemblée nationale, notamment afin de poursuivre la promotion du plan de la présidence de l'APF et de discuter de projets de coopération, dont M. Alassane Sakandé (Burkina Faso) et M. Mohamed Ali Houmed (Djibouti).
- La mission a également permis de faire le point avec le Secrétariat général de l'APF sur le mandat de la présidence 2017-2019 et de discuter de l'audit du Programme Noria.
- Finalement, le président a rencontré le nouveau président du Groupe d'amitié France-Québec de l'Assemblée nationale française, M. Sébastien Nadot. Ils ont discuté des dates et des thèmes de la prochaine rencontre interparlementaire entre les deux institutions.

coût <sup>1</sup>	Repas <sup>2</sup>	0,00 \$
	Hébergement	0,00 \$
	Transport	0,00 \$
	Interprétation	0,00 \$
	Autres <sup>3</sup>	83,83 \$
	<b>Total</b>	<b>83,83 \$</b>

<sup>1</sup> Le billet d'avion et l'hébergement ont été payés par l'APF.

<sup>2</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



## **PARTICIPATION DU PRÉSIDENT À LA CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE SUR LE G5 SAHEL**

### **Fiche synthèse**

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)</li><li>- New York (États-Unis)</li><li>- 1<sup>er</sup> novembre 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANT</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et président de l'APF.</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'APF a organisé une conférence parlementaire sur le G5 Sahel en collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et sa représentation permanente auprès des Nations Unies (RPNY).</li><li>- Cette activité, tenue en marge de la 73<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies à New York, visait à répondre à la volonté exprimée par les parlementaires de voir davantage l'APF s'investir sur les enjeux du Sahel, en particulier sur la zone couverte par ses cinq pays membres que sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Depuis plusieurs années, ces pays font face à une grave crise sécuritaire en raison de la présence de groupes terroristes et d'une menace djihadiste qui transcendent leurs frontières.</li><li>- En sa qualité de président de l'APF, M. Chagnon a présidé les travaux de cette conférence ouverte à tous les parlementaires de l'APF.</li></ul>
<b>THÈMES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La défense (sécurité, protection et contrôle du territoire)</li><li>- Le développement régional (économique et social)</li><li>- La diplomatie parlementaire</li></ul>
<b>OBJECTIFS ET ENJEUX</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Impliquer les parlementaires dans la réflexion et l'action visant à lutter contre l'insécurité dans la zone sahélienne.</li><li>- Consolider la collaboration avec les partenaires internationaux que sont l'OIF et l'ONU.</li><li>- Consolider les liens avec les présidents d'assemblée parlementaire francophone.</li></ul>

## COMMENTAIRES/CONCLUSIONS

- La conférence a réuni plus d'une soixante de participants, dont plusieurs présidents de parlements francophones africains.
- L'ouverture des travaux s'est faite en présence de la Secrétaire générale de la Francophonie, S.E.M<sup>me</sup> Michaëlle Jean, qui a fait le bilan des nombreuses actions d'accompagnement technique et opérationnel liées à la coopération entre l'OIF et l'Alliance du G5 Sahel.
- Le premier volet de la conférence s'est tenu au siège des Nations Unies. Il a permis de donner la parole à des intervenants de haut niveau qui ont échangé avec les participants sur le rôle des parlementaires dans l'engagement des Nations Unies et de la Francophonie pour le Sahel, sur la contribution des parlementaires aux questions sécuritaires ainsi que sur la promotion du développement économique et social en vue de pérenniser la paix dans la région.
- Le deuxième volet de la Conférence s'est déroulé l'après-midi au siège de la RPNY. Cette séance d'échanges, réservée aux parlementaires, leur a permis de débattre du rôle des élus dans le contexte sahélien en matière de sécurité et de développement régional et de préparer les prochaines actions de l'APF pour soutenir le G5 Sahel.
- Ils ont adopté l'[Appel de New York sur le G5 Sahel en marge de la 73<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations Unies](#).
- Concrétisant l'engagement de la Francophonie parlementaire auprès des parlements des pays du Sahel, cette conférence précédait le Sommet interparlementaire des membres de l'Alliance Sahel prévu par l'Assemblée nationale française le 13 décembre 2018 et à laquelle l'APF est associée.
- En marge de cette conférence, le président Chagnon s'est entretenu avec l'Ambassadeur du Canada auprès des Nations Unies, S.E.M. Marc-André Blanchard.

## coût<sup>1</sup>

Repas <sup>2</sup>	0,00 \$
Hébergement	0,00 \$
Transport	0,00 \$
Interprétation	0,00 \$
Autres <sup>3</sup>	50,00 \$
<b>Total</b>	<b>50,00 \$</b>

<sup>1</sup> Le billet d'avion et l'hébergement ont été payés par l'APF.

<sup>2</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



## **10<sup>E</sup> CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES OMBUDSMANS ET MÉDIATEURS DE LA FRANCOPHONIE (AOMF) ET COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC)**

### **FICHE SYNTHÈSE**

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)</li><li>- Du 6 au 9 novembre 2018</li><li>- Bruxelles, Paris et Londres</li></ul>
<b>PARTICIPANT</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et président de l'APF</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- À titre de président de l'APF, le président de l'ANQ a été invité à prendre la parole à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF). Cette organisation se réunissait du 6 au 9 novembre à Bruxelles, en Belgique, à l'occasion de son 10<sup>e</sup> Congrès.</li><li>- L'AOMF et l'APF ont signé, en juillet 2015, un accord-cadre visant la coopération en faveur du développement des parlements et d'institutions d'ombudsmans et de médiateurs institutionnels.</li><li>- Dans le cadre de sa réunion tenue le 7 novembre, le comité exécutif de l'Association parlementaire du Commonwealth l'APC a invité le président de l'APF à faire une présentation sur la structure de cette dernière organisation, ses programmes et son statut légal.</li><li>- L'APC a mandaté un comité d'experts afin qu'il étudie sa structure administrative. Les cas de l'APF et de l'Union interparlementaire sont notamment à l'étude.</li><li>- L'ANQ est membre de l'APC depuis 1933. Le président de l'Assemblée nationale a représenté la région canadienne de cette organisation lors des réunions des comités exécutifs de mars 2018 et avril 2017.</li><li>- L'ANQ occupe la présidence de l'APF depuis juillet 2017 et jusqu'en juillet 2019.</li></ul>

## **THÈMES**

- L'accord-cadre entre l'APF et l'AOMF
- La structure administrative de l'APF, ses programmes et son statut légal
- Les projets administratifs à venir à l'APF et la transition à la présidence de l'organisation

## **OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Souligner l'importance de l'accord-cadre conclu en 2015 entre l'AOMF et l'APF et signaler les réalisations accomplies depuis le début du partenariat entre les deux organisations.
- Informer les parlementaires membres du comité exécutif de l'APC sur la structure administrative de l'APF de façon à ce que ceux-ci puissent approfondir leurs réflexions quant à leur propre organisation.
- Répondre aux questions des membres du comité exécutif de l'APC et approfondir les liens entre les deux organisations.
- Assurer les partenaires de l'APF du maintien de son engagement envers les projets en cours au sein de la Francophonie.

## **COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- Les célébrations du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'AOMF ont regroupé les représentants de 37 institutions de médiation de l'espace francophone, ainsi que M. Marc Bertrand, président de l'organisation.
- Dans le cadre de son allocution, le président de l'APF a mentionné les diverses collaborations survenues entre les deux organisations depuis 2015. Il a entre autres élaboré sur les auditions du président de l'AOMF devant la Commission des Affaires parlementaires de l'APF et l'organisation d'une conférence commune, en novembre 2017, à Tunis, intitulée « Les parlementaires et les médiateurs, acteurs de la bonne gouvernance ». Il a également souligné que ces conférences communes auront dorénavant lieu aux deux ans et qu'entre deux conférences, des ateliers de travail conjoints seront organisés.
- Le président a présenté l'APF à ses collègues membres du comité exécutif de l'APC. Les discussions portant sur les constitutions et programmes des deux organisations ont été fort appréciées des participants et le président a grandement élaboré sur le statut légal de l'APF en France. Les membres de l'APC ont notamment été impressionnés par le travail de la Francophonie en faveur de la consolidation démocratique et de veille des situations politiques tendues dans l'espace francophone. Cette présentation a permis de renforcer les liens entre les deux organisations interparlementaires. Il s'agissait également d'une occasion, pour le président, de saluer ses collègues membres de l'APC avant son départ.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Dans le cadre de son séjour dans la capitale française, le président a pu rencontrer les membres du personnel du Secrétariat général de l'APF. Il s'est également entretenu avec M. Hervé Barraquand (membre du cabinet de l'administrateur de la Francophonie, M. Adama Ouane). Il a par ailleurs rencontré l'ancien président de l'Assemblée nationale française, M. Claude Bartolone et le sénateur français Christophe-André Frassa, président de la Commission politique de l'APF.

<b>COÛT</b>	Transport <sup>1</sup>	0,00\$
	Hébergement	0,00\$
	Repas <sup>2</sup>	0,00\$
	Interprétation	0,00\$
	Autres <sup>3</sup>	100,00 \$
	<b>Total</b>	<b>100,00 \$</b>

---

<sup>1</sup> Les frais de transport, hébergement et de repas ont été pris en charge par l'APF, l'AOMF et l'APC.

<sup>2</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.

# **APC**

ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH



## 56<sup>E</sup> CONFÉRENCE RÉGIONALE CANADIENNE DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH

### Fiche synthèse

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Section du Québec de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)</li><li>- Ottawa (Ontario)</li><li>- 23 au 27 juillet 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec</li><li>- M. Simon Bérubé, secrétaire administratif de la Section du Québec de l'APC.</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'APC regroupe 180 parlements d'États unitaires, fédéraux et fédérés provenant des pays qui forment le Commonwealth.</li><li>- Ces parlements sont regroupés en neuf régions géographiques, dont la Région canadienne. L'ANQ en est membre à part entière depuis 1933.</li><li>- La Conférence régionale canadienne a lieu annuellement selon une rotation prédéfinie entre les 14 sections membres et assure le maintien des relations entre les assemblées législatives du pays. Les sections de la Région canadienne de l'APC, soit la Chambre des communes, le Sénat et les assemblées législatives des provinces et territoires, sont invitées à y désigner des représentants. Ceux-ci y traitent de thèmes divers dans le but de favoriser la mise en commun de bons procédés et le partage de stratégies novatrices.</li><li>- L'Assemblée législative du Manitoba était l'hôte, en 2017, de la 55<sup>e</sup> Conférence régionale canadienne de l'APC.</li><li>- La section canadienne des Femmes parlementaires du Commonwealth profite de la tenue de cette conférence régionale pour tenir ses assises.</li><li>- Le Conseil régional, organe dirigeant de la Région et composé des présidents et des chefs des 14 sections membres, tient également sa réunion dans le cadre de la Conférence régionale. Ses travaux sont tenus à huis clos.</li></ul>

## **THÈMES**

- Le Parlement et le Mouvement #moiaussi
- L'ingérence étrangère dans le processus démocratique
- La conciliation des responsabilités professionnelles et familiales pendant la session parlementaire
- La sous-représentation des femmes dans les parlements
- Les relations interparlementaires
- L'équilibre entre la vie publique et la vie privée à l'ère des médias sociaux
- La réunion du Conseil régional canadien.

## **OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Assurer une présence active au sein des instances de la Région canadienne de l'APC.
- Prononcer une conférence sur les relations interparlementaires, notamment dans une perspective de progression des dossiers diplomatiques.
- Faire valoir l'expérience du Québec et de ses élus relativement aux autres thèmes à l'ordre du jour.
- Renforcer la connaissance des députés québécois à l'égard des différents contextes parlementaires au sein desquels évoluent les élus des autres sections de la Région canadienne.
- Renforcer les relations institutionnelles que maintient l'ANQ avec les assemblées législatives canadiennes fédérales, provinciales et territoriales.

## **COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- La 56<sup>e</sup> Conférence régionale canadienne a réuni près de 80 participants, issus des 14 sections constituant la Région canadienne de l'APC.
- Le président de l'Assemblée nationale a prononcé une conférence sur l'importance des relations interparlementaires et des manières avec lesquelles celles-ci peuvent faire progresser les dossiers diplomatiques. S'en est suivi une discussion portant sur certains des résultats concrets obtenus par l'Assemblée nationale, notamment à travers son engagement au sein de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et des organisations interparlementaires américaines.
- Le président a participé à une rencontre de l'Association des présidents d'assemblées du Canada afin de jeter les bases de cette nouvelle organisation.
- Au cours de la conférence, il a été largement question des moyens et recours à la disposition des parlementaires alors que l'Administration américaine a rouvert l'Accord de libre-échange nord-américain et que des négociations sur le sujet sont toujours en cours. Il a également été question de renforcement démocratique à l'ère des médias sociaux et de possibles ingérences étrangères dans les débats électoraux.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Les membres du Conseil régional canadien ont choisi de soumettre la candidature d'Halifax comme ville hôte de la Conférence parlementaire du Commonwealth en janvier 2021.
- Les débats et discussions entourant les séances de travail et les présentations de conférenciers ont permis aux délégués québécois de renforcer leur connaissance sur les réalités parlementaires de leurs homologues des autres sections de la Région canadienne de l'APC et de renforcer les liens avec ces derniers.

**COÛT**

Repas <sup>1</sup>	200,00 \$
Hébergement	1 554,77 \$
Transport <sup>2</sup>	270,30 \$
Interprétation	0,00 \$
Autres <sup>3</sup>	805,00 \$
<b>Total</b>	<b>2 830,07 \$</b>

---

<sup>1</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>2</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.

# **COPA**

CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES



**MISSION D'OBSERVATION ÉLECTORALE  
DE LA CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES,  
DANS LE CADRE DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES  
DU 1<sup>ER</sup> JUILLET AU MEXIQUE**

**Fiche synthèse**

- ACTIVITÉ**
- Activité de la Section du Québec de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA)
  - Mexico (Mexique)
  - 27 juin au 2 juillet 2018
- PARTICIPANTS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC**
- M<sup>me</sup> Diane Lamarre, députée de Taillon, présidente de la Commission de la démocratie et de la paix de la COPA et membre du comité exécutif de la COPA
  - M. Patrick Giasson, secrétaire administratif de la Section du Québec de la COPA et conseiller responsable du Secrétariat du Québec de la COPA
  - M<sup>me</sup> Julie Martel, conseillère en relations interparlementaires et internationales.
- AUTRES PARTICIPANTS**
- M. Eduardo Bathia, sénateur du Sénat de Puerto Rico, président de la COPA et chef de la mission d'observation électorale
  - M. Clarikennedy Nunes, député de l'Assemblée législative de l'État de Santa Catarina (Brésil) et vice-président de la COPA et de l'Union nationale des législateurs et des législatures des États du Brésil (UNALE)
  - M<sup>me</sup> Ines Angélica Bertero, députée de la Chambre des députés de la Province de Santa Fe (Argentine) et vice-présidente du Réseau des femmes de la COPA
  - M. Ciro Carlos Emerim Simoni, député de l'Assemblée législative de l'État de Rio Grande do Sul (Brésil) et président de l'UNALE
  - M<sup>me</sup> Laura Gisela Montero, vice-gouverneure et présidente de la Chambre des sénateurs de la Province de Mendoza (Argentine)
  - M<sup>me</sup> Sandra Herminia Abinader, députée de la Chambre des députés de République dominicaine
  - M<sup>me</sup> Marta Lucia Agostini de Varela, sénatrice du Sénat de la Nation argentine

- AUTRES PARTICIPANTS (SUITE)**
- M<sup>me</sup> Jeanine Añez Chávez, Sénatrice de la Chambre des sénateurs de Bolivie
  - M<sup>me</sup> Monica Rosales, experte électorale d'Élections Québec
  - M. Germano Stevens, directeur général de l'UNALE
  - M<sup>me</sup> Juliana Souza, conseillère de l'UNALE et du Secrétariat du Brésil de la COPA
  - M<sup>me</sup> Priscila Silva Irizarry, conseillère du Sénat de Porto Rico

- CONTEXTE**
- L'Assemblée générale de la COPA a adopté, le 1<sup>er</sup> mars 2018 dans la ville de Panama, une recommandation proposant l'envoi d'une mission d'observation électorale de la COPA lors des élections présidentielle et législatives du 1<sup>er</sup> juillet 2018, au Mexique, dans le plein respect de la souveraineté nationale du pays.
  - Dans cette optique, le président de la COPA a entrepris des démarches auprès de représentants de l'Institut national électoral du Mexique (INE) afin de les informer de l'adoption de la recommandation susmentionnée et de leur confirmer la disponibilité de la COPA à envoyer une mission d'observation électorale.
  - Dans une lettre datée du 12 avril 2018, la COPA a reçu, de la part des autorités électorales mexicaines, une invitation à constituer une délégation de parlementaires observateurs en vue du scrutin du 1<sup>er</sup> juillet.
  - Il s'agissait de la 6<sup>e</sup> mission d'observation électorale de la COPA en territoire mexicain.
  - La Section du Québec est titulaire de la présidence de la Commission de la démocratie et de la paix de la COPA, commission dont relève l'organisation des missions d'observation électorale.
  - L'ANQ est l'hôte du Secrétariat de la COPA en charge d'organiser les missions d'observation électorale.
  - Il s'agissait de la 17<sup>e</sup> mission d'observation électorale organisée par la COPA depuis qu'elle s'est dotée, en mai 2005, d'un cadre réglementaire en la matière.

- THÈMES**
- Du 27 au 30 juin, les membres de la délégation ont participé à plusieurs réunions de travail auprès de représentants et d'organismes impliqués dans le processus électoral afin d'apprécier l'état de l'organisation des élections au Mexique.
  - Le jour du vote, les membres de la délégation se sont déployés dans la ville de Mexico, ainsi que dans les États de Mexico et Morelos, afin d'y observer le déroulement des opérations électorales.

- OBJECTIFS ET ENJEUX**
- La participation de députés de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) à des missions multilatérales d'observation électorale dans les Amériques contribue au développement et à la promotion de l'expertise québécoise en cette matière.

## **OBJECTIFS ET ENJEUX (SUITE)**

- Cet engagement permet également à l'ANQ d'appuyer la COPA dans ses objectifs de contribuer à l'édification d'une communauté des Amériques fondée sur le respect de la dignité et des droits de la personne, la paix, la démocratie, la solidarité entre les peuples, la justice sociale et l'équité entre les sexes.
- En étant de plus en plus active en matière d'observation électorale sur le continent américain, la COPA confirme son rôle stratégique en matière de consolidation de la démocratie.

## **COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- La délégation de la COPA était formée de neuf parlementaires et de six conseillers représentant neuf États des Amériques, pour un total de quinze délégués. Les membres ont observé une centaine de tables de vote après avoir rencontré plusieurs acteurs engagés dans le processus électoral, dont des partis politiques, des représentants de la société civile ainsi que des universitaires.
- Les membres québécois de la délégation de la COPA se sont rendus à la résidence de la déléguée générale du Québec au Mexique (DGQM), M<sup>me</sup> Stéphanie Allard-Gómez, où ils ont pu échanger avec cette dernière, de même qu'avec M. Dominic Têtu, directeur du service économique de la DGQM, M<sup>me</sup> Johanne Desnoyers, première conseillère à la DGQM, M<sup>me</sup> Chantal Chastenay, chef adjointe de mission et ministre conseillère à l'ambassade du Canada au Mexique et M. Agustín Barrios Gómez, homme d'affaires et ancien député fédéral mexicain.
- L'ensemble des membres de la délégation ont rencontré des représentants des principaux partis mexicains. Il s'agit de M<sup>me</sup> Nestora Salgado, candidate au Sénat de la République pour le Mouvement de Régénération nationale (MORENA), M. Diego Valera, candidat au Sénat de la République pour le Parti de la Révolution démocratique (PRD), M<sup>me</sup> Araceli García Rico, candidate à la Chambre des députés du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), M. Carlos Guízar Rivas, du Parti Action nationale (PAN) et M. Luis Castro Obregón, président du Parti Nouvelle Alliance (PANAL).
- Parmi les représentants de la société civile, les membres de la délégation ont pu échanger avec M. John Ackerman, professeur de droit à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), M. Sergio Romero, ambassadeur mexicain retraité, M<sup>me</sup> Diana Margarita Favela Gavia, chercheuse en science politique à l'UNAM et M. Gerardo de la Fuente Lora, professeur de philosophie à l'UNAM. Ceux-ci sont membres du Réseau universitaire et citoyen pour la démocratie. La délégation a aussi rencontré M. Miguel Álvarez Gandara, M. Mariano Machain, M. Alberto Solís Castro et M<sup>me</sup> Rocío Eslava Castillo de l'organisme Services et conseils pour la paix (SERAPAZ), M<sup>me</sup> Ana Joaquina Ruiz et M<sup>me</sup> Zenaida Pérez de l'Institut de leadership Simone de Beauvoir et M<sup>me</sup> Tania Reneaum Panszi d'Amnistie internationale Mexique.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Au cours de sa préparation, la délégation s'est également entretenue avec MM. Juan Carlos Barrón Pastor, José Luis Valdés Ugalde, Leonardo Curzio Gutiérrez, Oliver Santín Peña et Roberto Zepeda, tous chercheurs au Centre de recherche sur l'Amérique du Nord (CISAN) de l'UNAM.
- Les membres de la délégation ont suivi une formation sur le système électoral mexicain ainsi que sur le travail d'observateur électoral international donnée par M<sup>me</sup> Monica Rosales, experte d'Élections Québec, ainsi que sur la perspective de genre dans le cadre de l'observation électorale donnée par M<sup>me</sup> Marta Martínez, experte de l'Organisation des États américains (OEA).
- À la suite de l'observation électorale qu'ils ont effectuée dans les villes d'Ecatepec, de Nezahualcóyotl, de Jojutla de Juárez, de Toluca et d'Iztapalapa, les membres de la délégation ont émis les recommandations suivantes :
  - Favoriser une meilleure compréhension, par les électeurs, des règles entourant les bureaux de vote spéciaux et augmenter leur nombre;
  - Éviter l'installation de bureaux de vote à l'extérieur, dans des endroits mal délimités et mal éclairés.
- Les observations et les recommandations de la délégation ont été consignées dans un rapport qui a été remis aux autorités électorales du Mexique afin de proposer des modifications législatives ou administratives en vue du prochain scrutin.
- Un communiqué de presse portant sur la mission d'observation électorale de la COPA a également été envoyé aux principaux médias du Mexique à l'arrivée de la délégation, de même qu'à son départ.
- En tant que présidente de la Commission de la démocratie et de la paix, M<sup>me</sup> Lamarre a pu parfaire ses connaissances en matière de processus électoraux, en plus de bénéficier d'une expérience d'observation électorale dans un contexte multilatéral.

**COÛT**

Repas	1 645,00 \$
Hébergement	2 623,81 \$
Transport <sup>1</sup>	5 633,96 \$
Interprétation	2 110,44 \$
Autres <sup>2</sup>	923,95 \$
<b>Total</b>	<b>12 937,16 \$</b>

<sup>1</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>2</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.

# **DANREU**

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR  
LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS



## RÉUNION DU CAUCUS LÉGISLATIF DES GRANDS LACS

### Fiche synthèse

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)</li><li>- Lombard (Illinois)</li><li>- 27 et 28 avril 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Guy Ouellette, député de Chomedey et représentant de l'ANQ au comité exécutif du Caucus législatif des Grands Lacs (CLGL)</li><li>- M. Dominic Garant, secrétaire administratif adjoint de la DANREU</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le CLGL, composé de parlementaires provenant de huit États américains, de l'Ontario et du Québec, a été créé en 2003.</li><li>- Cette organisation pluraliste et non partisane a pour mandat d'effectuer un suivi des questions environnementales et économiques qui ont une incidence sur les populations habitant la région des Grands Lacs et qui peuvent avoir un impact sur le bassin du fleuve Saint-Laurent. Pour ce faire, les parlementaires assistent à une série de présentations d'experts de divers domaines d'intérêt pour cette région.</li><li>- Cette réunion du comité exécutif avait pour objectif de réviser la mission, les objectifs et les activités du CLGL et d'adopter un plan stratégique. Ce plan stratégique favorisera ainsi une meilleure cohésion, communication et efficacité au sein de l'organisation.</li><li>- La Section du Midwest du <i>Council of State Governments</i> (CSG) héberge le secrétariat du CLGL.</li><li>- L'ANQ accueillait, en juillet 2014, le CLGL pour la première fois.</li></ul>
<b>THÈMES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Planification stratégique du CLGL</li><li>- Vision, mission, valeurs, objectifs et activités du CLGL</li><li>- Priorités en matière de politiques publiques abordées par le CLGL</li><li>- Communications du CLGL</li><li>- Financement du CLGL</li></ul>

## **OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Participer à la prise de décision du processus de planification stratégique du CLGL.
- Présenter la vision de l'ANQ pour l'avenir du CLGL comme organisation parlementaire binationale, non partisane et basée sur le consensus.
- Faire valoir les enjeux prioritaires pour l'ANQ au sein du CLGL.
- Sensibiliser les parlementaires présents sur les conséquences, sur le fleuve Saint-Laurent, des gestes posés et des décisions prises en amont.
- Maintenir et bénéficier des liens établis avec les parlementaires représentant les États américains et les provinces de cette région, afin de partager l'information relative à ce bassin.

## **COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- Le délégué du Québec a convaincu ses homologues d'inclure le fleuve Saint-Laurent dans le nom de l'organisation, devenant ainsi le Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Le fleuve a également été incorporé à la mission, élargissant ainsi l'objet d'étude du Caucus.
- Les membres se sont donné comme objectifs :
  - d'améliorer l'efficacité de l'organisation à éduquer les législateurs sur les enjeux affectant les Grands Lacs et le Saint-Laurent;
  - de coopérer sur les politiques publiques visant à promouvoir la restauration, la protection, l'économie et l'utilisation durable des Grands Lacs et du Saint-Laurent;
  - d'augmenter le rôle et la voix du Caucus à l'échelle régionale et;
  - de renforcer le fonctionnement et le financement de l'organisation.
- Le comité exécutif a identifié comme thèmes prioritaires les espèces invasives, la qualité de l'eau, le développement durable des communautés côtières et la pollution par les nutriments. Dorénavant, le Caucus abordera également les questions économiques.
- Les législateurs ont convenu d'élaborer un plan de communications pour mieux interagir avec le public et les autres organisations des Grands Lacs et du Saint-Laurent.
- Afin d'assurer sa pérennité, le Caucus cherchera à diversifier ses sources de financement, notamment en postulant auprès de diverses fondations dont les missions sont analogues.
- Le député québécois et l'ANQ s'impliqueront au sein du sous-comité sur les politiques publiques et de celui sur les communications afin d'élaborer les plans d'action propres à ces enjeux.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS (SUITE)** - La participation active du député a permis de consolider le rôle de l'ANQ au sein de l'organisation. La rencontre a également contribué à renforcer les liens entre les dix participants qui représentaient neuf juridictions riveraines des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

<b>COÛT</b>	Repas	395,00 \$
	Hébergement	641,08 \$
	Transport <sup>[1]</sup>	4 084,92 \$
	Interprétation	0,00 \$
	Autres <sup>[2]</sup>	100,00 \$
	<b>Total</b>	<b>5 221,00 \$</b>

---

<sup>[1]</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>[2]</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



## **RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES**

### **Fiche synthèse**

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)</li><li>- Denver (Colorado)</li><li>- 11 et 12 mai 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. François Ouimet, vice-président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ), vice-président de la DANREU et représentant de l'ANQ au comité exécutif de la NCSL.</li><li>- M. Simon Bérubé, secrétaire administratif de la DANREU</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Depuis 2000, l'ANQ participe, à titre de membre international affilié, aux activités de la National Conference of State Legislatures (NCSL), une organisation américaine parlementaire réunissant des législateurs des 50 États fédérés.</li><li>- En 2005, l'ANQ a obtenu un poste sans droit de vote au comité exécutif de la NCSL, devenant ainsi le premier membre international affilié à siéger à cette instance.</li><li>- Le comité exécutif de la NCSL gouverne l'organisation. Il supervise, contrôle et dirige les activités de la NCSL et de ses différentes commissions de travail.</li><li>- L'ANQ siège au sous-comité sur les relations et les communications avec les membres de la NCSL.</li></ul>
<b>THÈMES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Préparation de l'assemblée annuelle 2018 et affaires courantes de l'organisation</li><li>- Rencontre du sous-comité sur les communications et les relations avec les membres</li><li>- La situation financière de la NCSL et les cotisations des membres.</li></ul>
<b>OBJECTIFS ET ENJEUX</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Promouvoir le maintien des accords de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.</li><li>- Effectuer les suivis de la Conférence interparlementaire sur le libre-échange qui a eu lieu à Québec, du 15 au 18 mars 2018.</li><li>- Participer activement aux réunions du comité exécutif de la NCSL.</li></ul>

- OBJECTIFS ET ENJEUX (SUITE)**
- Veiller aux intérêts du Québec au sein de l'organisation, notamment lors de la rencontre du comité exécutif et de la discussion sur le budget de la NCSL ainsi que sur les cotisations des membres.
  - Promouvoir les intérêts du Québec en prévision du prochain Sommet législatif de la NCSL qui aura lieu à Los Angeles, du 29 juillet au 2 août 2018.

- COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**
- Le vice-président a pris la parole lors de la réunion du comité exécutif afin de faire rapport sur la Conférence interparlementaire sur le libre-échange qui a eu lieu du 15 au 18 mars 2018. Les délégués ont applaudi le succès de cette activité et le parlementaire du Québec a reçu de chaleureux commentaires à ce sujet de la part de la présidente de la NCSL, la sénatrice Deborah Peters.
  - Les échanges fructueux entre le député et ses homologues ont permis de renforcer le réseau parlementaire de l'Assemblée nationale.
  - Après discussions, le comité exécutif a reporté l'adoption du budget de l'organisation à sa prochaine rencontre, qui se tiendra à la fin du mois de juillet.
  - La délégation québécoise a assisté à diverses présentations, notamment sur le budget de la NCSL, les programmes de justice offerts par l'organisation et l'action de cette dernière en matière d'environnement et d'énergie.
  - Par sa présence à la réunion du comité exécutif, le député a eu la possibilité de consolider les liens déjà existants entre l'ANQ et la NCSL. Une centaine de délégués étaient présents à cette réunion.

<b>COÛT</b>	Repas	420,00 \$
	Hébergement	1 994,88 \$
	Transport <sup>[1]</sup>	2 386,10 \$
	Interprétation	0,00\$
	Autres <sup>[2]</sup>	204,27 \$
	<b>Total</b>	<b>5 005,25 \$</b>

<sup>[1]</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>[2]</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



## SYMPOSIUM DES LEADERS PARLEMENTAIRES DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES

### Fiche synthèse

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)</li><li>- Denver (Colorado)</li><li>- 27 au 29 juin 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. François Ouimet, vice-président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et représentant de l'ANQ au comité exécutif de la <i>National Conference of State Legislatures</i> (NCSL)</li><li>- M. Dominic Garant, secrétaire administratif adjoint de la DANREU</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Depuis 2000, l'ANQ participe, à titre de membre international affilié, aux activités de la NCSL, une organisation américaine parlementaire réunissant des législateurs des 50 États.</li><li>- En 2005, l'ANQ a obtenu un poste sans droit de vote au comité exécutif de la NCSL, devenant ainsi le premier membre international affilié à siéger à cette instance.</li><li>- Cette activité rassemble les présidents d'assemblée, les leaders et autres dirigeants des assemblées législatives des États américains.</li><li>- Le Symposium des leaders parlementaires est une occasion pour les présidents des sénats et des chambres des représentants des États américains de se rencontrer et d'échanger sur les principaux enjeux auxquels ils font face. Le Symposium leur permet également d'être en contact direct avec des intervenants haut placés des pouvoirs législatif et exécutif au niveau fédéral.</li><li>- L'ANQ a accueilli le Symposium des leaders parlementaires de la NCSL du 17 au 20 septembre 2015.</li></ul>
<b>THÈMES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- <i>The Science of Attention and Perception</i></li><li>- <i>Storytelling to Achieve Your Goals</i></li><li>- <i>The Olympic Spirit: The Will to Win through Perseverance and Resilience</i></li><li>- <i>Leadership at 35,000 Feet</i></li><li>- <i>2018 Election Outlook</i></li><li>- <i>Supreme Court Roundup: What Happened This Week and How Does It Affect States?</i></li><li>- <i>Implementing medical and recreational use of cannabis</i></li></ul>

## OBJECTIFS ET ENJEUX

- Approfondir l'étude de certains enjeux d'intérêt commun afin de proposer des solutions appropriées qui tiennent compte des réalités de part et d'autre de la frontière.
- Renforcer les liens de collaboration avec des parlementaires et partenaires américains de haut niveau afin de promouvoir les intérêts du Québec au sein de ce pays.
- S'enquérir de la situation politique à la veille des élections de mi-mandat du mardi 6 novembre 2018.

## COMMENTAIRES/CONCLUSIONS

- Le vice-président de l'ANQ a assisté aux présentations du superintendant de la Air Force Academy, le lieutenant-général Jay Silveria, de la professeure Amishi Jha, du producteur Mark McKinnon et de l'olympienne Amy Van Dyken. Les conférences ont notamment porté sur le rôle des leaders dans la résilience des institutions et les stratégies de communication en politique.
- L'analyste politique Charlie Cook s'est entretenu avec les délégués au sujet des élections du 6 novembre 2018. M<sup>me</sup> Lisa Soronen, du State Local Legal Center, a, pour sa part, dressé un portrait des principales causes judiciaires qui auront un impact sur les États et leur assemblée législative.
- La délégation de l'ANQ s'est renseignée à propos de la situation politique et économique aux États-Unis. Les discussions ont porté, entre autres choses, sur le climat politique préélectoral et l'actuelle renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain.
- La délégation a renforcé le réseau de l'ANQ auprès des États américains en échangeant avec la soixantaine de leaders et de délégués présents au Symposium.

## COÛT

Repas	620,00 \$
Hébergement	1 320,82 \$
Transport <sup>1</sup>	2 677,15 \$
Interprétation	0,00 \$
Autres <sup>2</sup>	252,78 \$
<b>Total</b>	<b>4 870,75 \$</b>

<sup>1</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>2</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



## **ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES**

### **Fiche synthèse**

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)</li><li>- Los Angeles (Californie)</li><li>- 29 juillet au 2 août 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)</li><li>- M. Guy Leclair, député de Beauharnois et vice-président de la DANREU</li><li>- M. Guy Ouellette, député Chomedey et membre de la DANREU</li><li>- M<sup>me</sup> Josée Soulard, conseillère au cabinet du président</li><li>- M. Dominic Garant, secrétaire administratif adjoint de la DANREU</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) participe à cette activité à titre de membre international affilié à la National Conference of State Legislatures (NCSL), une organisation nationale américaine réunissant des parlementaires des 50 États et des territoires américains. L'ANQ a obtenu ce statut en 2000.</li><li>- L'ANQ est représentée au sein de la Commission du travail et du développement économique ainsi que de la Commission des ressources naturelles et des infrastructures de la NCSL.</li><li>- Depuis août 2005, l'ANQ occupe un poste sans droit de vote au comité exécutif de la NCSL, devenant ainsi le premier membre international affilié à siéger à cette importante instance.</li><li>- Depuis décembre 2009, l'ANQ participe aux travaux des groupes de travail du comité exécutif sur l'approvisionnement en énergie et sur les relations internationales.</li></ul>
<b>THÈMES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Agriculture et développement rural</li><li>- Banques, services financiers et assurances</li><li>- Budget, taxes et régimes de retraite</li><li>- Cybersécurité</li><li>- Droits des femmes</li></ul>

## **THÈMES (SUITE)**

- Droit, criminalité et justice juvénile
- Éducation
- Énergie
- Environnement et ressources naturelles
- Éthique
- Gouvernance, démocratie et réformes gouvernementales
- Immigration
- Infrastructures
- Médias sociaux
- Relations internationales
- Santé et services sociaux
- Service militaire et vétérans
- Système électoral
- Télécommunication
- Transport
- Travail et développement économique.

## **OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Faire valoir les intérêts du Québec relativement aux enjeux de l'environnement et du libre-échange auprès des décideurs de l'organisation et des législateurs.
- Signifier l'intérêt de l'ANQ à organiser d'autres activités conjointement avec la NCSL.
- Réaffirmer les liens historiques d'amitié et de partenariat qui unissent le Québec et les États-Unis.
- Participer activement aux séances plénières et aux réunions de travail, notamment celles du comité exécutif, de la Commission de l'emploi et du développement économique, de la Commission des ressources naturelles et des infrastructures ainsi que des groupes de travail sur l'approvisionnement en énergie et sur les relations internationales.
- Participer au programme des leaders législatifs, réservé aux présidents et vice-présidents des assemblées législatives membres de la NCSL.
- Participer au programme international et faire connaître le rôle de l'ANQ au sein de la NCSL et l'importance stratégique de l'organisation pour les parlementaires étrangers.
- Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États et ainsi contribuer au rayonnement de l'ANQ et du Québec aux États-Unis.

## **COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- Le président de l'ANQ a pris la parole lors de la réunion du comité exécutif de l'organisation, en exposant les priorités du Québec dans ses relations avec les États-Unis, en rappelant les liens d'amitié qui les unissent et en faisant la promotion du rôle des États fédérés dans les relations Canada-États-Unis.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Au cours d'un entretien, la présidence de la NCSL a reconnu l'excellente collaboration avec l'ANQ lors de l'organisation de la Conférence interparlementaire sur le libre-échange (CILE) en mars 2018. Il a donc été convenu de planifier une nouvelle activité de la NCSL à Québec au cours des prochaines années.
- Le délégué représentant l'ANQ au groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique a présenté l'actualité au Québec en la matière en mettant l'accent sur le projet New England Clean Energy Connect, qui permettra à Hydro-Québec d'exporter de l'hydroélectricité au Massachusetts en passant par le Maine.
- La délégation de l'ANQ a également mis en contact un représentant de l'État du Kansas avec Hydro-Québec afin que cette dernière puisse participer à une conférence sur la transmission d'électricité aux États-Unis.
- Lors de la réception conjointe Canada-Québec, le président de l'ANQ a mis de l'avant le leadership de l'institution au sein de la NCSL et a dressé le bilan des activités de la DANREU au cours de la 41<sup>e</sup> législature.
- Le programme international a été l'occasion, pour la délégation du Québec, de faire valoir son réseau de relations interparlementaires auprès de quelque 200 délégués de parlements provenant de plus d'une vingtaine de pays.
- Le président de l'Assemblée nationale a dirigé une table ronde portant sur la formation de la main-d'œuvre. Le président a alors présenté aux participants internationaux les grandes lignes du système d'éducation québécois.
- Le président de l'ANQ a profité de la présence du président de l'Union nationale des assemblées législatives des états fédérés du Brésil (UNALE), M. Ciro Simoni, au Sommet législatif pour renouveler l'accord-cadre de coopération qui unit les deux organisations. L'entente originale avait été signée en 1999.
- La délégation québécoise était présente lors d'un panel sur le commerce international, qui a essentiellement porté sur la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain. Lors de cette conférence, le président de la Chambre des représentants du Wisconsin, M. Robin Vos, a fait l'éloge de la CILE, qui a eu lieu à Québec du 15 au 18 mars 2018, à l'initiative de l'ANQ et de la NCSL.
- Les délégués de l'Assemblée nationale ont représenté le Québec et ses intérêts lors des séances plénières de la Commission de l'emploi et du développement économique et de la Commission des ressources naturelles et des infrastructures.
- La délégation de l'ANQ a participé à de nombreuses conférences sur des thèmes d'intérêt tels que l'économie américaine, l'intelligence artificielle et les marchés de l'énergie.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Les députés québécois ont rencontré les dirigeants du Tesla Design Center, qui ont exposé la vision et les objectifs de l'entreprise pour le transport électrique et les véhicules autonomes.
- Le Sommet législatif de la NCSL rassemble annuellement plusieurs milliers de participants. La délégation québécoise a ainsi pu approfondir son réseau de contacts auprès de nombreux parlementaires américains d'influence.

<b>COÛT</b>	Repas <sup>1</sup>	1 690,00 \$
	Hébergement	14 360,70 \$
	Transport <sup>2</sup>	9 238,82 \$
	Interprétation	0,00 \$
	Autres <sup>3</sup>	5 919,43 \$
	<b>Total</b>	<b>31 208,95 \$</b>

---

<sup>1</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>2</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.



**58<sup>e</sup> ASSEMBLÉE ANNUELLE  
DE L'ESTERN REGIONAL CONFERENCE  
DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS**

**Fiche synthèse**

- ACTIVITÉ**
- Activité de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
  - Rye Brook (New York)
  - 4 au 8 août 2018
- PARTICIPANTS**
- M. Guy Ouellette, député de Chomedey, ex-coprésident du comité exécutif de l'Eastern Regional Conference (ERC) du Council of State Governments (CSG), co-vice-président de la Commission des relations Canada-États-Unis.
  - Simon Bérubé, secrétaire administratif de la DANREU.
- CONTEXTE**
- L'ERC est l'une des quatre organisations régionales du Council of State Governments (CSG), un forum national non partisan dédié à l'échange d'idées et de pratiques législatives afin d'aider les États membres à définir leurs politiques publiques et à obtenir une meilleure représentation de leurs intérêts auprès des instances fédérales.
  - Elle regroupe des parlementaires de 11 États de l'est des États-Unis, des îles Vierges américaines, de Porto Rico, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et du Québec.
  - L'ANQ est membre international affilié de l'ERC depuis 1990. Des représentants de l'ANQ siègent au sein des principales instances de gouvernance de l'ERC et occupent des postes de responsabilité au sein de la Commission des relations Canada-États-Unis, de la Commission de l'énergie et de l'environnement et de la Commission des transports.
  - Les parlementaires québécois membres du comité exécutif ont droit de vote. Ils participent également aux travaux des comités sur l'Assemblée annuelle et sur la planification stratégique.
  - L'ANQ a été l'hôte, du 6 au 10 août 2016, de la 56<sup>e</sup> Assemblée annuelle et du Forum régional de l'ERC, dont elle assumait également la coprésidence. L'institution accueillait cette activité pour la troisième fois; elle en avait été l'hôte en 2007 et en 1995.

## THÈMES

- *Blockchain and Government: Understanding the Potential and Challenges of Blockchain*
- *Immigration 101: Exploring the Challenges of Policy and Practice*
- *Regional Updates in Agricultural and Rural Affairs*
- *A view from Washington: The 2018 Farm Bill and More*
- *Whither NAFTA?*
- *Pathways to Achieving Accelerated Renewable-Energy Mandates*
- *Roundtable discussion; funding and financing transportation infrastructure*
- *Military Service To Civilian Licensure and Credentialing*
- *ACA Chaos: What's Happening with State Insurance Markets?*
- *Clean Disruption of Energy and Transportation: How Silicon Valley is Making Oil, Nuclear, Natural Gas, Coal, Electric Utilities and Conventional Cars Obsolete by 2030*
- *Disruptive Technologies*
- *LeadHERship: The Status of Women Politics*
- *Hemp: Crop of the Past, Now Crop of the Future?*
- *Autonomous Vehicles Safety*
- *#MeToo and Women in Politics*
- *Regional Cooperation in a Post-NAFTA World*
- *Civic Education and Student Involvement*
- *Public Health and Public Safety: Cross-Sector Approaches to Address the Opioid Epidemic*
- *Cybersecurity Redux: Solutions to Securing State Elections*
- *Storm Recovery: Puerto Rico & The U.S. Virgin Islands One Year Later*
- *Outlook: The 2018 Midterm Elections and Beyond*
- *Creating Excellence in the Legislative Workplace*
- *CTE in Football Players: A Looming Public Health Crisis*

## OBJECTIFS ET ENJEUX

- Maintenir le leadership de l'ANQ au sein de l'ERC et contribuer au renforcement de cette institution, notamment en participant activement aux travaux des instances décisionnelles de l'organisation (comité exécutif, comité de planification stratégique, comité de l'assemblée annuelle).
- Promouvoir les intérêts du Québec dans le cadre de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Sensibiliser les parlementaires américains sur cette question.
- Promouvoir les efforts du Québec pour transformer son portefeuille énergétique.
- Faire part aux parlementaires canadiens et américains des objectifs du Québec en matière de réduction des émissions de carbone et faire la promotion du marché du carbone.
- Participer aux travaux de la Commission des transports et se familiariser avec l'actualité en la matière dans la région couverte par l'ERC.

**OBJECTIFS ET ENJEUX  
(SUITE)**

- Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États, contribuant ainsi au rayonnement de l'ANQ aux États-Unis.

**COMMENTAIRES ET  
CONCLUSIONS**

- Le député québécois a été élu co-président de la Commission des relations Canada–États-Unis. Au cours des deux séances de travail de cette commission, il a largement été question des négociations visant à renouveler l'ALENA. Le député n'a pas manqué de souligner l'importance de cette entente pour le Québec et de faire valoir le rôle que les parlementaires peuvent jouer relativement à cet enjeu. Celui-ci a obtenu l'appui de l'ensemble des délégués présents à cette réunion.
- La délégation québécoise a assisté aux conférences portant sur les chaînes de blocs, l'avenir du transport électrique et autonome, les enjeux de la sécurité liés aux véhicules autonomes et le rétablissement de Porto Rico et des îles Vierges américaines après le passage des ouragans Maria et Irma en 2017.
- Dans le cadre des travaux du comité exécutif de l'organisation, le député a appuyé une résolution appelant les gouvernements canadien et américain à augmenter leur coopération afin d'établir une feuille de route visant la décarbonisation de l'économie d'ici 2050.
- Outre le comité exécutif, la délégation québécoise a pris une part active aux réunions des comités sur l'assemblée annuelle et sur la planification stratégique.
- Globalement, les membres de la délégation de l'ANQ ont assuré une présence du Québec tout au long des travaux tenus dans le cadre de cette assemblée annuelle ayant réuni près de 400 délégués américains et canadiens. Ils ont veillé à ce que les discussions et résolutions reflètent les intérêts du Québec.

**COÛT**

Repas	385,00 \$
Hébergement	2 091,96 \$
Transport <sup>1</sup>	2 350,62 \$
Interprétation	0,00\$
Autres <sup>2</sup>	1 326,12 \$
<b>Total</b>	<b>6 153,70 \$</b>

<sup>1</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>2</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.

# **DANRSF**

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR  
LES RELATIONS AVEC LE SÉNAT FRANÇAIS



## 12<sup>e</sup> RÉUNION ANNUELLE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC – SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### Fiche synthèse

- ACTIVITÉ**
- Activité de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec le Sénat de la République française (DANRSF)
  - Paris et Haute-Savoie (France)
  - 22 au 26 mai 2018
- PARTICIPANTS**
- Délégation québécoise**
- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
  - M. Mathieu Traversy, député de Terrebonne et vice-président de la DANRSF
  - M. Raymond Bernier, député de Montmorency et membre de la DANRSF
  - M. Michel Matte, député de Portneuf et membre de la DANRSF
  - M<sup>me</sup> Josée Soulard, conseillère au cabinet du président de l'ANQ
  - M<sup>me</sup> Caroline Côté, secrétaire administrative de la DANRSF
- Délégation française**
- M. Jean-Claude Carle, président du Groupe interparlementaire d'amitié France-Québec (GIAFQ) et sénateur de la Haute-Savoie
  - M<sup>me</sup> Maryvonne Blondin, sénatrice du Finistère
  - M. Loïc Hervé, sénateur de la Haute-Savoie
  - M. Bernard Rullier, secrétaire exécutif du GIAFQ
- CONTEXTE**
- Depuis 2003, l'ANQ et le Sénat français tiennent des réunions annuelles en alternance au Québec et en France.
  - En vertu du Protocole d'accord entre le GIAFQ du Sénat de la République française et la DANRSF, les parties établissent des thèmes d'échange fondés sur des intérêts communs.
  - La dernière rencontre a eu lieu à Québec, du 3 au 8 avril 2017. À cette occasion, les parlementaires ont pu échanger notamment sur les questions d'actualité politique et parlementaire, sur l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), sur l'édition génomique et sur le tourisme de montagne.
  - En plus des réunions annuelles avec le GIAFQ, l'ANQ reçoit régulièrement des commissions parlementaires du Sénat français ou de l'Assemblée nationale française qui viennent au Québec en mission d'étude.

## **THÈMES**

- Actualité politique et parlementaire
- Intelligence artificielle
- Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG)
- Tourisme de montagne

## **OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Communiquer les moments significatifs de l'actualité parlementaire québécoise depuis avril 2017 et s'enquérir des récents enjeux de l'actualité politique et parlementaire en France.
- Présenter le secteur de l'intelligence artificielle au Québec et profiter des échanges avec les experts français et des visites de terrain pour identifier les pratiques novatrices dans ce domaine et les possibilités de collaboration entre le Québec et la France. Discuter des enjeux éthiques et du rôle des parlementaires pour assurer un cadre juridique à ces nouvelles technologies.
- Poursuivre les discussions sur la ratification et la mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), plus particulièrement sur le volet agricole.
- Échanger sur le thème du tourisme de montagne et identifier des avenues de collaboration entre la France et le Québec.
- Contribuer au maintien et au renforcement des liens entre le Sénat français et l'ANQ.

## **COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- Dans le cadre de cette 12<sup>e</sup> réunion annuelle, le président de l'ANQ, accompagné de sa délégation, a eu un entretien avec le président du Sénat, M. Gérard Larcher. Les échanges ont porté sur des sujets d'actualité tels que les élections québécoises, l'évolution de la Francophonie dans la perspective du Sommet d'Erevan, en octobre prochain, la mobilité de la main-d'œuvre et l'AECG. La délégation a, par la suite, été saluée en séance publique par le président de séance au Sénat.
- En lien avec le thème de l'intelligence artificielle, la délégation québécoise s'est rendue sur le plateau de Saclay, qui concentre 40% de la recherche publique et de la recherche et développement (R&D) privée d'Ile-de-France, afin de visiter deux laboratoires. Tout d'abord DATA IA, un institut de convergence qui rassemble des compétences de recherche interdisciplinaire dans les sciences des données et de l'intelligence artificielle au service des sciences humaines et sociales. Une entente de partenariat entre DATA IA et l'institut québécois IVADO a été signée au printemps 2018.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Par la suite, la délégation s'est rendue au Laboratoire LIST du Commissariat à l'énergie atomique. Cet institut est dédié aux systèmes numériques intelligents. Sa mission est de réaliser des développements technologiques d'excellence pour le compte de partenaires industriels. La visite s'étant effectuée pendant le «Paris Saclay Spring 2018», la délégation québécoise a participé au «Pitch Contest» qui permet à une sélection de jeunes entreprises innovantes en recherche de financement, en phase d'amorçage ou de croissance, de présenter leur projet. Cela leur permet de bénéficier de la visibilité offerte par cette manifestation et d'être mises en relation avec des investisseurs et des partenaires. La délégation a ainsi pu, entre autres, mesurer les progrès du véhicule autonome développé par Renault en partenariat avec LIST.
- Sur le thème de l'Accord économique et commercial global, la délégation québécoise s'est entretenue sur le volet agricole avec le député européen et maire de Chambéry, M. Michel Dantin. En préambule, le député a jugé l'accord équilibré en raison de la proximité culturelle et des niveaux de vie comparables. De plus, il a abordé la question du programme d'aide financière mis en place par le Canada pour dédommager les producteurs laitiers des pertes liées à l'AECG.
- Les membres de la délégation se sont rendus à Veyrins-Thuellin (Isère) pour visiter l'entreprise Sigma Composite (filiale du groupe POMA), fabricant français de télécabines depuis 50 ans.
- Une visite chez Baud, une industrie de fabrication de pièces usinées (décolletage), a permis à la délégation de mesurer les efforts d'une filière sous tension. Aux prises avec une pénurie de main-d'oeuvre, l'entreprise utilise le concept de Salon des métiers industriels et de l'entreprise (SMILE) pour remédier à la perception négative et dégradée d'une filière industrielle et du travail en usine. Ce concept permet aux étudiants d'expérimenter les 14 différents métiers de la filière en réalisant un produit usiné (lampe) au cours de la visite du salon. De plus, l'industrie vient de lancer son école interne qui recrute des stagiaires selon la méthode de recrutement par simulation, qui sélectionne les candidats sur leurs aptitudes et leur motivation, ceux-ci ont différents parcours parfois éloignés de la mécanique (menuiserie, cuisine...).
- Par la suite, la délégation québécoise s'est déplacée dans la vallée de Chamonix pour rencontrer le député Martial Saddier. Celui-ci a présenté la politique de protection de la ressource en eau et en air qui vise à concilier les ressources naturelles aux activités industrielles de la Haute-Savoie, département qui a le meilleur PIB industriel de France.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Finalement, la délégation a rencontré le maire de Chamonix, M. Éric Fournier, le président de Domaines skiables de France, M. Pierre Lestas, et le responsable du Syndicat national des moniteurs de ski français, M. Fernand Masino, avec lesquels ils ont eu des échanges sur l'adaptation aux nouvelles pratiques touristiques et aux changements climatiques. Plusieurs sujets ont été abordés tels que les faiblesses et les atouts des stations de montagne ainsi que les défis liés à la baisse de 25% de la pratique du ski chez les jeunes.

<b>COÛT</b>	Repas <sup>1</sup>	745,00 \$
	Hébergement	2 860,47 \$
	Transport <sup>2</sup>	18 196,97 \$
	Interprétation	0,00 \$
	Autres <sup>3</sup>	1 453,22 \$
	<b>Total</b>	<b>23 255,66 \$</b>

---

<sup>1</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>2</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.

**APOQ**

ASSOCIATION PARLEMENTAIRE ONTARIO-QUÉBEC



**MISSION À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE L'ONTARIO  
DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC  
MONSIEUR JACQUES CHAGNON**

**Fiche synthèse**

(mise à jour : 2019-02-18)

<b>ACTIVITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité de l'Association parlementaire Ontario-Québec (APOQ)</li><li>- Toronto (Ontario)</li><li>- 20 novembre 2018</li></ul>
<b>PARTICIPANT</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)</li></ul>
<b>CONTEXTE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'Association parlementaire Ontario-Québec a été créée le 1<sup>er</sup> juin 1991. Depuis, 24 rencontres bilatérales ont eu lieu en alternance à Toronto et à Québec.</li><li>- La dernière rencontre de l'APOQ a eu lieu du 7 au 9 février 2018 à Québec. Les thèmes abordés ont été l'actualité politique et parlementaire en Ontario et au Québec, la légalisation du cannabis ainsi que les réalités des peuples autochtones et les initiatives les concernant.</li><li>- Le président de l'ANQ, M. Jacques Chagnon, a été invité à un événement visant à souligner la contribution de M. Dave Levac à titre de 41<sup>e</sup> président de l'Assemblée législative de l'Ontario, poste qu'il a occupé de novembre 2011 à juillet 2018. Cette activité a été réalisée sous la présidence de M. Ted Arnott, 42<sup>e</sup> et actuel président de l'Assemblée législative.</li><li>- À cette occasion, le portrait de M. Levac, qui ornera les murs de l'Assemblée législative de l'Ontario, a été dévoilé.</li></ul>
<b>OBJECTIFS ET ENJEUX</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Remercier M. Levac pour sa contribution positive aux relations interparlementaires entre l'Ontario et le Québec, lors de sa présidence.</li><li>- Établir un premier contact avec les nouvelles autorités de l'Assemblée législative de l'Ontario, à la suite des élections tenues le 7 juin 2018.</li></ul>

**OBJECTIFS ET ENJEUX (SUITE)** - Réitérer l'importance, pour l'ANQ, de ses relations avec le parlement ontarien, notamment dans le cadre de l'APOQ, alors que les deux parlements ont été renouvelés au cours des derniers mois.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS** - Le président de l'ANQ a remercié M. Levac pour sa contribution aux relations interparlementaires entre l'Ontario et le Québec.  
- Le président a échangé avec M. Arnott sur l'importance que l'ANQ accorde à sa relation avec l'Assemblée législative de l'Ontario, sur les dernières activités de l'APOQ, de même que sur celles à venir.

<b>COÛT</b>	Repas <sup>1</sup>	35,00 \$
	Hébergement	325,53 \$
	Transport <sup>2</sup>	541,57 \$
	Interprétation	0,00 \$
	Autres <sup>3</sup>	94,32 \$
	<b>Total</b>	<b>996,42 \$</b>

---

<sup>1</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>2</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.

**APQL**

ASSOCIATION PARLEMENTAIRE QUÉBEC-LOUISIANE



## 3<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE QUÉBEC-LOUISIANE

### Fiche synthèse

- ACTIVITÉ**
- Activité de l'Association parlementaire Québec-Louisiane (APQL)
  - Bâton Rouge et La Nouvelle-Orléans (Louisiane)
  - 3 au 6 avril 2018
- PARTICIPANTS**
- Délégation de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)**
- M. Jean-Denis Girard, député de Trois-Rivières et vice-président de la Section du Québec de l'APQL
  - M. Stéphane Bergeron, député de Verchères et vice-président de la Section du Québec de l'APQL
  - M. Dominic Garant, secrétaire administratif de l'APQL.
- Délégation de l'Assemblée législative de la Louisiane**
- M. Taylor Francis Barras, président de la Chambre des représentants de la Louisiane
  - M. Éric LaFleur, sénateur
  - M. Dan Claitor, sénateur
  - M. Michael Paul Huval, représentant
  - M. Jean-Robert Frigault, responsable du développement des programmes d'échange au Conseil pour le Développement du Français en Louisiane (CODOFIL).
- CONTEXTE**
- À la suite d'une réflexion sur la stratégie de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU), il a été décidé qu'il serait opportun de proposer à quelques États américains clés, dont la Louisiane, la mise sur pied de relations bilatérales formelles en complément des relations multilatérales entretenues par l'ANQ au sein des organisations interparlementaires américaines.
  - Ces relations visent à échanger des bonnes pratiques, étudier en profondeur des sujets d'intérêt commun et renforcer des alliances pour promouvoir ces enjeux au niveau multilatéral.
  - La Louisiane partage beaucoup de caractéristiques avec le Québec, telles que la taille de la population et l'importance des arts, de la culture et du tourisme. De plus, la Louisiane est un État où la francophonie progresse en Amérique du Nord.
  - En juillet 2015, l'entente créant l'Association parlementaire Québec-Louisiane était signée par les parties.

## **CONTEXTE (SUITE)**

- La première Session de l'APQL s'est tenue du 5 au 7 mai 2016 à Bâton Rouge, en Louisiane. Ce fut l'occasion, pour les délégations québécoise et louisianaise, d'établir les paramètres de la relation bilatérale.
- La deuxième Session a eu lieu à Québec, du 18 au 21 septembre 2017. Les membres ont alors abordé les thèmes du tourisme, de l'éducation en français et de la Francophonie économique. Ils ont clos cette rencontre en adoptant une résolution sur le tourisme, dans laquelle ils ont signifié leur appui à l'établissement d'un bureau du tourisme de la Louisiane dans la ville de Québec et ont exprimé le souhait que le Québec accroisse sa présence sur le territoire louisianais.
- Depuis la réunion de septembre 2017, l'APQL a élaboré un plan d'action en lien avec les trois thèmes d'études, soit le tourisme, l'éducation en français et la francophonie. Le plan d'action indique les cibles visées et rapporte l'état d'avancement des actions relativement à chacun des thèmes.

## **THÈMES**

- L'impact économique du français en Louisiane et au Québec
- L'éducation en français
- Le tourisme
- L'actualité politique et parlementaire au Québec et en Louisiane.

## **OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Effectuer le suivi du plan d'action de l'APQL.
- Identifier des voies de collaboration afin de développer les échanges étudiants au niveau secondaire entre le Québec et la Louisiane.
- S'informer au sujet de l'état des connaissances actuelles sur l'impact économique du français en Louisiane et au Québec et échanger sur les termes de référence d'un projet de recherche sur ce thème.
- S'enquérir des développements en lien avec l'établissement d'un bureau de la Louisiane à Québec.
- Échanger sur l'actualité politique et parlementaire au Québec et en Louisiane.
- Identifier les thèmes de la 4<sup>e</sup> Session de l'APQL.

## **COMMENTAIRES/ CONCLUSIONS**

- Consolider les liens avec les parlementaires de la Louisiane et contribuer au rayonnement de l'ANQ et du Québec aux États-Unis.
- La délégation de l'ANQ a rencontré M<sup>me</sup> Sylvie Dubois, professeure en études françaises à la Louisiana State University. Il a notamment été question des travaux de recherche de M<sup>me</sup> Dubois sur l'évolution de la langue française en Louisiane, de l'avenir du français dans cet État et du rôle de représentation du Québec à l'étranger que joue la diaspora québécoise.

**COMMENTAIRES/  
CONCLUSIONS (SUITE)**

- Au cours de l'entretien avec le gouverneur de la Louisiane, M. John Bel Edwards, les députés ont pu faire valoir l'importance de l'héritage francophone commun dans les relations Québec-Louisiane. Ils ont exprimé le souhait de voir s'approfondir les liens économiques entre les deux juridictions en misant sur l'atout de cette langue commune. Le projet de l'APQL d'échanges étudiants au niveau secondaire en cours d'élaboration a également été évoqué.
- Les parlementaires du Québec ont réitéré l'invitation du président de l'ANQ, M. Jacques Chagnon, au président de la Chambre des représentants de la Louisiane, M. Taylor F. Barras, pour participer à la Conférence des président(e)s de parlements francophones ainsi qu'à un atelier conjoint avec les secrétaires généraux le 5 juillet prochain à Québec, dans le cadre de la Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). Le président Barras a exprimé son intérêt à participer aux prochaines activités interparlementaires avec l'ANQ, notamment celle de l'APF et de l'APQL.
- Les députés québécois ont été présentés à l'ensemble des sénateurs et des représentants de la Louisiane lors des travaux en chambre. Ils ont également échangé avec le président du Sénat, M. John A. Alario, invitant ce dernier à participer aux activités de la Session de l'APF à Québec en juillet.
- La séance de travail de l'APQL a porté sur l'impact économique du français en Louisiane et au Québec. Ce fut l'occasion, pour les membres de l'APQL, de s'informer à ce sujet auprès de M. François Vaillancourt, professeur émérite de l'Université de Montréal, spécialiste de l'économie des questions linguistiques et de M. Stephen R. Barnes, directeur du Economics and Policy Research Group de la Louisiana State University. Il a été question de l'état des connaissances dans ce domaine au Québec et sur les termes de référence d'une étude éventuelle sur l'impact économique de la langue française en Louisiane. Les chercheurs ont convenu de tenir un appel conférence à une date ultérieure afin de peaufiner le projet de recherche, qui sera ensuite présenté aux parlementaires de l'APQL.
- Au cours d'une réception organisée par le lieutenant-gouverneur de la Louisiane, M. Billy Nungesser, celui-ci a renouvelé son engagement à établir un bureau de tourisme de la Louisiane à Québec.
- La délégation québécoise a assisté au dévoilement de la sculpture offerte par la Ville de Namur, en Belgique, à la ville de La Nouvelle-Orléans. Cette activité fut l'occasion, pour les élus, de faire part au maire de La Nouvelle-Orléans de leur enthousiasme envers les efforts du Réseau des villes francophones et francophiles d'Amérique (RVFFA) pour promouvoir le tourisme francophone sur le continent. Plusieurs villes du Québec et de la Louisiane sont membres du RVFFA, dont La Nouvelle-Orléans, Lafayette, Québec et Montréal.

**COMMENTAIRES/  
CONCLUSIONS (SUITE)**

- La visite du port de La Nouvelle-Orléans a permis à la délégation de l'ANQ de s'informer au sujet du transport maritime de marchandises et des secteurs économiques prédominants en Louisiane. Les députés ont été alors informés que la présidente-directrice générale du Port de La Nouvelle-Orléans, M<sup>me</sup> Brandy D. Christian, sera en visite au Port de Montréal au printemps 2018. Les délégués de l'ANQ ont offert leur appui au Port de la Nouvelle-Orléans pour l'organisation de cette mission, notamment en facilitant les liens avec les autorités du Port de Montréal.
- Les membres de l'APQL ont clos leurs travaux en adoptant une résolution soulignant le 50<sup>e</sup> anniversaire du CODOFIL. Ils y saluent le rôle primordial de l'organisme pour la préservation de l'héritage francophone en Louisiane et lui expriment leur gratitude pour son engagement et sa collaboration aux travaux de l'APQL.
- L'APQL a décidé de poursuivre ses travaux sur les mêmes thèmes, c'est-à-dire l'éducation en français, le tourisme et l'impact économique du français. D'ici la prochaine session, ils effectueront le suivi du plan d'action pour chaque thème.
- Les élus québécois ont rencontré une quinzaine de décideurs publics, dont une dizaine de sénateurs et représentants.

**COÛT**

Repas	1 330,00 \$
Hébergement	4 455,05 \$
Transport <sup>[1]</sup>	7 274,33 \$
Interprétation	0,00 \$
Autres <sup>[2]</sup>	415,77 \$
<b>Total</b>	<b>13 475,15 \$</b>

---

<sup>[1]</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>[2]</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.